

(Canada LWC/LOR)

X: (circled) (initials)

EXAMEN-RAPPORT PRESENTE AU COMITE POLITIQUE DU 5 MAI 1979
sur LE DEMENAGEMENT DU CENTRE ET DE SOCIALIST VOICE A MONTREAL

C'ETAIT PERDU AVANT

présenté par Lachance

Le déménagement du centre de la section pan-canadienne à Montréal, y compris de Socialist Voice est posé par les camarades de la majorité comme étant le projet concret à l'heure actuelle pour la construction d'une section véritablement pan-canadienne. Il est clair que tous les camarades du Comité politique veulent construire une véritable section pan-canadienne. Cependant, le projet de déménagement n'est à l'heure actuelle qu'un substitut organisationnel aux problèmes politiques très graves, à la crise de la section qui n'a pas été résolue par notre récent congrès. Cette décision représente une grave erreur et nous devons la renverser.

Le congrès a décidé d'adopter une perspective d'un gouvernement ouvrier au niveau pan-canadien et de mener une campagne systématique pour augmenter le nombre de camarades dans l'industrie, ainsi qu'une série de mesures pour assurer le fonctionnement unifié de la direction. Toutes ces décisions sont très positives. Cependant, le congrès, dans sa majorité, n'a pas corrigé les autres erreurs qui ont été commises sur la question nationale et une perspective claire pour la prolétarianisation de la section n'a pas été adoptée. On n'a toujours pas de ligne politique sur le NPD. Voilà les racines réelles des difficultés que nous éprouvons à construire la direction et la section pan-canadienne.

La section pan-canadienne sera surtout le fruit de la construction de fractions industrielles pan-canadiennes dans les syndicats clés tels que les Métallos, l'automobile, le rail, le bois, sur la base d'une ligne politique juste sur les événements politiques centraux de la lutte des classes.

La construction d'une direction pan-canadienne, dans laquelle les camarades d'origine québécoise francophone jouent un rôle important, c'est la même question que l'intégration des femmes à la direction. Ceci sera réalisé par la prolétarianisation de notre section, et par notre capacité de nous insérer dans la réalité de la lutte des classes dans la nouvelle situation de confrontations, de montée des luttes et d'ouvertures dans la lutte pour transformer les syndicats sur la base d'un programme de lutte des classes.

dans la LOR

Nous pouvons tous constater l'absence d'une direction centralisée capable de répondre de façon coordonnée sur la même ligne politique dans les deux nations et dans toutes les branches. Mais il n'y a pas de raccourci comme se veut le déménagement proposé par la majorité.

Je veux élaborer brièvement sur la question du centre politique. Tout d'abord, il faut séparer la question d'un centre administratif dans une ville, centre où se trouvent les archives, la correspondance, un secrétariat pour le travail quotidien de la section, d'un centre politique. Je suis en faveur d'un centre administratif. La ville dans laquelle pourrait se trouver ce centre est une question pratique. A cet égard, il y a des arguments assez forts en faveur de Toronto comme centre administratif à l'heure actuelle. Surtout, parce qu'il y a un plus grand nombre de cadres expérimentés capables d'assumer de telles tâches à Toronto, ainsi qu'un appareil administratif rhodé déjà en place. Mais on pourrait me convaincre qu'il serait possible d'établir un tel centre à Montréal. Il s'agit d'une question secondaire.

Mais la proposition des camarades de la majorité est de mettre sur pied un centre politique qui entraîne non seulement le transfert de suffisamment de camarades pour faire fonctionner un centre administratif, mais la concentration de quasiment tous les cadres clés de tous les courants, dans une seule ville: Montréal.

Il faut examiner la réalité de la lutte des classes au Canada. Il y a deux centres politiques: Montréal, le centre de la lutte des classes au Québec et Toronto, le centre de la lutte des classes au Canada-anglais. Toronto sert de centre pour l'impérialisme

canadien et donc pour la lutte des classes dans son ensemble au Canada.

A mon avis, il est impossible de construire une direction centrale, un Comité politique qui ne se base pas sur cette réalité. Il nous faut un CP basé sur deux villes. On ne peut pas prévoir comment tout va fonctionner jusqu'à la révolution. Mais on doit constater cette réalité à l'heure actuelle, basée sur les expériences concrètes de la LOR, du GMR, du RMG et de la LSO/LSA.

La direction centrale de la section doit être directement en contact avec le cours de la lutte des classes à la fois à Toronto et à Montréal.

Nous nous entendons tous sur l'importance du tournant vers le mouvement ouvrier - que l'avenir de la section se trouve sur le chemin de la prolétarisation. Cependant, la proposition de déménager la majorité des cadres centraux à Montréal va à l'encontre du tournant qui est une question de vie ou de mort pour notre section. Pourquoi?

Dans un rayon de 100 milles de Toronto, on retrouve 60% de la classe ouvrière industrielle canadienne. C'est le coeur des syndicats clés dans lesquels nous devons construire au plus vite des fractions fortes. Cependant, on nous propose d'établir un Comité politique composé entièrement de camarades qui seront coupés de tout contact direct avec ces fractions et des branches de Toronto et de Hamilton, branches qui sont clé pour la construction et la consolidation de ces fractions.

Pire encore, la majorité propose de déménager le journal, Socialist Voice. Ce journal sera vendu au Canada-anglais et doit s'adresser aux travailleurs et travailleuses là-bas. Je pense que le déménagement de Socialiste représente une proposition désastreuse et irresponsable que nous allons beaucoup regretter. Comment pourrait-on faire la révision des articles (le "editing") à Montréal sans que quelques-uns de nos cadres centraux soient en contact direct avec le centre politique du Canada? Le résultat ne peut être qu'un journal qui sera encore plus coupé de la réalité que ce que nous avons déjà.

Avec Socialist Voice à Toronto, beaucoup de camarades de Toronto et de Hamilton sont en mesure d'écrire des articles majeurs de ligne et de participer directement à la rédaction du journal qui se veut leur instrument d'intervention dans le mouvement ouvrier au Canada-anglais dans son ensemble. Ceci sera impossible de réaliser à Montréal. Les camarades de la ville de Montréal ne connaissent peu ou pas la situation politique au Canada-anglais directement et les camarades de Toronto seront suffisamment éloignés du journal pour ne pas jouer un rôle plus important que celui que jouent les camarades de Vancouver, d'Edmonton ou de Winnipeg.

Il est ironique que les mêmes camarades qui croient que la question nationale au Québec est la question centrale dans la lutte des classes dans l'ensemble de l'Etat canadien, ne semblent incapables de reconnaître le décalage réel qui persiste dans la lutte des classes dans les deux nations. Bien que je crois qu'à l'heure actuelle la tendance est vers une diminution de ce décalage, ce dernier reste réel.

Pour donner un exemple: tous les lecteurs de Socialist Voice et tous les travailleurs les plus politisés reconnaissent le caractère du NPD en tant que parti ouvrier de masse. Pourtant, les lecteurs de Lutte Ouvrière ne peuvent pas le comprendre, car ceci ne correspond pas à leur expérience au Québec. On ne peut donc pas expliquer la même ligne politique sur le NPD de la même manière dans les deux nations.

Une autre question à laquelle les camarades qui proposent le déménagement doivent répondre c'est comment ceci influencera la construction de la direction au Québec même et du développement de cadres francophones. Il faut construire une direction la plus forte que possible au Québec, avec des cadres expérimentés quelle que soit leur origine nationale. Mais nous ne pouvons pas minimiser la tâche historique de développement de cadres francophones au Québec. Nous devons tout faire pour favoriser ce processus.

Je crois que le déménagement du centre à Montréal à ce point-ci ne peut que nuire à ce processus. La direction au Québec est très faible, d'autant plus depuis les départs de camarades lors du congrès. Il s'agit de l'aile de la section la moins implantée dans la classe ouvrière industrielle la plus avancée: ceci explique en large mesure les faiblesses de la direction.

Encore une fois, il n'y a pas de raccourci dans la construction de cette direction majoritairement francophone au Québec et le développement de cadres francophones pouvant jouer un rôle central au sein de la direction pan-canadienne. La prolétarisation est la condition préalable à la réalisation d'une telle direction. Avec l'arrivée d'un nombre considérable de cadres du Canada-anglais qui sont plus expérimentés et plus formés et qui tenteront de publier à la fois Socialist Voice et Lutte ouvrière, il y a un danger réel que Lutte ouvrière aussi devienne coupé davantage de sa base et de la réalité au Québec. Le transfert de camarades du Canada-anglais doit être traité avec grande précaution et avec soin afin de ne pas écarter les dirigeants au Québec qui connaissent mieux la situation même s'ils ont moins d'expérience en tant que dirigeants.

Le déménagement provoque également une "crise de perspectives" des structures québécoises. Ce débat est essentiel. Alors qu'il faut prendre le temps nécessaire afin d'examiner ces problèmes, le déménagement immédiat a déjà posé ces questions concrètement, et cela de façon traumatique. Quels sont les rôles du BN, du Comité national, de la Conférence nationale. Ces questions n'ont pas été prises en considération lorsque la majorité a voté pour le déménagement au congrès.

Il faut aussi considérer les effets qu'auront les transferts sur les cadres du Canada-anglais qui seront transférés à Montréal à cause du déménagement. Il est clair qu'on ne peut arriver du Canada-anglais à Montréal et fonctionner comme on le pourrait à Vancouver. Il faut consacrer un temps considérable pour apprendre la langue et comprendre la situation politique. L'expérience de plusieurs camarades anglophones a été traumatisante et a réduit considérablement leur capacité d'agir comme dirigeants pour toute une période. Il va de soit qu'avec la conception d'un seul centre à Montréal, on ne peut qu'écarter effectivement les camarades anglophones qui n'auront pas encore traversé cette période d'ajustement de toute possibilité de participer directement aux fractions industrielles. Ils et elles doivent donc être permanents, ce qui remet en cause aussi la capacité de cette direction de mener le tournant vers le mouvement ouvrier. Cela mettra une pression énorme sur les camarades qui peuvent déjà parler le français de se trouver des emplois dans l'industrie, ce qui défavorisera le nombre de camarades francophones à la permanence. Ceci créera des problèmes réels pour les camarades du Canada-anglais récemment transférés, puisqu'ils et elles seront coupé(e)s comme dirigeant(e)s de contact avec la vie réelle de la classe ouvrière.

En d'autres mots, la ligne de la majorité revient à dire qu'il est impossible d'avoir des camarades au Comité politique qui ne parlent pas déjà le français sauf s'ils sont permanents. Ceci exclut un bon nombre des cadres centraux soit du Comité politique, soit de l'implantation dans les syndicats et limite gravement la participation de la direction aux fractions industrielles.

Le GMR et le RMG ont décidé avec raison qu'il fallait une section pan-canadienne plutôt que deux organisations séparées. Mais ni l'un ni l'autre n'avait d'expérience dans la construction d'une section pan-canadienne. La LSO/LSA, au contraire, avait une expérience assez riche. A travers des années d'expériences diverses, la LSO/LSA avait tiré la conclusion qu'il fallait un Comité politique composé de cadres dirigeants implantés dans la situation politique des deux nations et résidant à Toronto et à Montréal.

Il nous faut examiner également l'expérience du GSTQ et des maoïstes à cet égard. Le GSTQ a énormément de difficultés avec sa ligne politique et avec la construction de son organisation parce qu'il se base uniquement au Québec. A un moment donné, le GSTQ sera obligé d'envoyer des cadres dirigeants centraux à Toronto et ailleurs au

Canada-anglais pour construire une organisation pan-canadienne. Ils ne sont pas capables d'élaborer à partir de Montréal, sur la lutte des classes au Canada-anglais.

Pour leur part, les maoïstes ont été obligés de faire exactement ça; d'envoyer des cadres centraux du Québec au Canada-anglais. Cependant, en lisant *En Lutte* et *La Forge*, l'on peut s'apercevoir des difficultés qu'ils ont éprouvé à tenter de s'adresser aux travailleurs des deux nations avec des traductions des mêmes articles.

Nous voulons, bien sûr, augmenter le nombre d'articles traduits dans nos deux journaux. Mais dans la mesure où nous faisons ceci, il en résultera que soit le nombre de sujets que nous pouvons toucher actuellement sera diminué, soit nous serons obligé d'augmenter le nombre de pages dans les deux journaux, car on ne peut pas aborder les questions de la même manière dans la majorité des cas. La déclaration électorale en est l'exemple le plus frappant. Nous avons été incapables de publier une courte déclaration à cause de fait que nous nous adressions à deux expériences différentes. L'important ce n'est pas d'avoir les mêmes articles, mot pour mot, mais c'est d'avoir la même ligne politique, expliquée de façon pédagogique pour l'audience qu'on vise dans chaque nation. Et avoir la même ligne, ça ne vient pas forcément d'un centre politique dans une seule ville, mais plutôt d'une expérience commune de cadres dirigeants dans les deux nations qui travaillent ensemble au Comité politique et d'une homogénéité politique que nous sommes loin d'avoir acquis.

Finalement, il nous faut discuter sérieusement si le projet de déménagement va nuire ou aider la direction à réaliser les tâches qu'on se fixe pour cette période. Le rapport majoritaire sous-estime sérieusement l'effort, les effectifs, l'argent et le temps nécessaire à un tel projet. Nous serons effectivement paralysés par rapport à d'autres tâches pour une bonne partie de l'été.

Je crois que les tâches primordiales sont les suivantes: la rédaction d'une résolution politique, l'organisation de la réponse au document sur le mouvement gai de Emma et Rhodan, le débat international en vue du prochain congrès, la réalisation des cours de formation de base pour l'ensemble des membres pendant l'été et la réalisation du tournant vers le mouvement ouvrier, y compris la construction de fractions industrielles pan-canadiennes. Le déménagement du centre et de *Socialist Voice* ne peut que miner et affaiblir notre capacité d'accomplir ces tâches cruciales.

Au lieu d'aider la LOR à se remettre sur ses pieds suite au congrès et de la tourner vers le mouvement ouvrier, au lieu d'aider la clarté politique et la préparation des débats, ce projet nous obligera à nous replier encore sur nous mêmes. Il ne peut qu'aggraver la crise de la section, voire l'accélérer. En termes de cadres, nous allons payer très cher cette erreur.